

Avis de convocation / avis de réunion

MUSÉE GRÉVIN

Société anonyme au capital de 4 603 326,10 Euros
Siège Social : 10 boulevard Montmartre - 75009 PARIS
552 067 811 R.C.S. PARIS

AVIS DE RÉUNION

Les actionnaires de la Société **MUSÉE GRÉVIN** sont avisés qu'une Assemblée Générale Mixte se tiendra le **5 mars 2019 à 8 heures 30** au **siège social** de la Société situé 10, boulevard Montmartre – 75009 PARIS afin de délibérer sur l'ordre du jour indiqué ci-après :

I.1 – A TITRE ORDINAIRE

- Lecture du rapport du Conseil d'administration incluant le rapport de gestion sur l'exercice clos le 30 septembre 2018 ;
- Lecture du rapport général du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2018 ;
- Examen et approbation des comptes sociaux annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2018 (**Première résolution**) ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2018 (**Deuxième résolution**) ;
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés à l'article L. 225-38 du Code du commerce, et approbation dudit rapport (**Troisième résolution**) ;
- Approbation des éléments de rémunération dus ou attribués à Mme Béatrice de Reyniès, Présidente du Conseil d'administration, au titre de l'exercice 2017/2018 (**Quatrième résolution**) ;
- Approbation des éléments de rémunération dus ou attribués à M. Yves Delhommeau, Directeur général, au titre de l'exercice 2017/2018 (**Cinquième résolution**) ;
- Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à Mme Béatrice de Reyniès, Présidente du Conseil d'administration, pour l'exercice 2018/2019 (**Sixième résolution**) ;
- Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à M. Yves Delhommeau, Directeur général, pour l'exercice 2018/2019 (**Septième résolution**) ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales consécutives à l'Assemblée générale ordinaire (**Huitième résolution**).

I.2– A TITRE EXTRAORDINAIRE

- Modification de l'article 9 « Conseil d'administration » des statuts de la Société (**Neuvième résolution**) ;
- Modification de l'article 19 « Commissaires aux comptes » des statuts de la Société (**Dixième résolution**) ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales consécutives à l'Assemblée générale extraordinaire (**Onzième résolution**).

PROJETS DE RÉSOLUTIONS**A TITRE ORDINAIRE****PREMIÈRE RÉSOLUTION****(EXAMEN ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion qui lui a été présenté par le Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 30 septembre 2018 tels qu'ils lui sont présentés, qui se traduisent par un bénéfice de 926 030,22 euros ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Elle approuve également le montant des charges non déductibles (article 39.4 du Code général des impôts) mentionné dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

DEUXIÈME RÉSOLUTION**(AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, approuve la proposition du Conseil d'administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2018, d'un montant de 926 030,22 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	926 030,22
Dotation à la réserve légale	0,00
Solde après affectation à la réserve légale	926 030,22
Report à nouveau antérieur	1 100 031,96
Bénéfice distribuable	2 026 062,18
Dividende	926 005,76
Report à nouveau créditeur	1 100 056,42

Montant - Mise en paiement - Régime fiscal du dividende :

L'Assemblée, après avoir constaté l'existence de sommes distribuables, décide de procéder à une distribution de dividende d'un montant global de 926 005,76 euros ; le dividende distribué à chacune des 503 264 actions composant le capital social, ressortira à 1,84 euro.

Ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts. La mise en paiement de ce dividende sera effectuée en totalité en numéraire à compter du 12 mars 2019.

Rappel des dividendes distribués :

L'Assemblée générale donne acte au Conseil d'administration qu'il lui a été précisé que le montant des dividendes par action mis en paiement au titre des trois derniers exercices pleins précédents, et éligibles à l'abattement de 40 % visé ci-dessus, ont été les suivants, en euros :

Exercice	Dividende par action
Exercice 2016/2017	1,16 €
Exercice 2015/2016	0,88 €
Exercice 2014/2015	3,00 €

TROISIÈME RÉOLUTION**(RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS VISÉS A L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions et engagements visés par l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve les termes dudit rapport.

QUATRIÈME RÉOLUTION**(APPROBATION DES ÉLÉMENTS DE REMUNÉRATION DUS OU ATTRIBUÉS À MME BEATRICE DE REYNIES, PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, AU TITRE DE L'EXERCICE 2017/2018)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, prenant acte du fait que les éléments de rémunérations et avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2017/2018 à Béatrice de Reynies, Présidente du Conseil d'administration, présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la Société (Rapport financier annuel 2018 – Section III. Rapport sur le gouvernement d'entreprise – 3.4 Rémunération des mandataires sociaux – 3.4.2 Éléments de rémunérations et avantages de toute nature dus et attribués aux mandataires sociaux au titre des exercices 2017/2018 et 2016/2017 – Tableau synthétique afférent aux éléments de la rémunération due ou attribuée à Béatrice de Reynies, Présidente du Conseil d'administration (vote « ex post »)) sont dus par la Compagnie des Alpes SA, approuve, conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de Commerce, l'ensemble desdits éléments.

CINQUIÈME RÉOLUTION**(APPROBATION DES ÉLÉMENTS DE REMUNÉRATION DUS OU ATTRIBUÉS À M. YVES DELHOMMEAU, DIRECTEUR GÉNÉRAL, AU TITRE DE L'EXERCICE 2017/2018)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, prenant acte du fait que les éléments de rémunérations et avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2017/2018 à Yves Delhommeau, Directeur général, présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la Société (Rapport financier annuel 2018 – Section III. Rapport sur le gouvernement d'entreprise – 3.4 Rémunération des mandataires sociaux – 3.4.2 Éléments de rémunérations et avantages de toute nature dus et attribués aux mandataires sociaux au titre des exercices 2017/2018 et 2016/2017 – Tableau synthétique afférent aux éléments de la rémunération due ou attribuée à Yves Delhommeau, Directeur général (vote « ex post »)) sont dus par la Compagnie des Alpes SA, approuve, conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de Commerce, l'ensemble desdits éléments.

SIXIÈME RÉOLUTION**(APPROBATION DES PRINCIPES ET CRITÈRES DE DÉTERMINATION, DE RÉPARTITION ET D'ATTRIBUTION DES ÉLÉMENTS FIXES, VARIABLES ET EXCEPTIONNELS COMPOSANT LA REMUNÉRATION TOTALE ET LES AVANTAGES DE TOUTE NATURE ATTRIBUABLES À MME BEATRICE DE REYNIES, PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, POUR L'EXERCICE 2018/2019)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, approuve, en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à Mme Béatrice de Reynies, Présidente du Conseil d'administration, pour l'exercice 2018/2019, tels que détaillés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la Société (Rapport financier annuel 2018 – Section III. Rapport sur le gouvernement d'entreprise – 3.4 Rémunération des mandataires sociaux – 3.4.1 Rapport sur les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux dirigeants mandataires sociaux).

SEPTIÈME RÉOLUTION**(APPROBATION DES PRINCIPES ET CRITÈRES DE DÉTERMINATION, DE RÉPARTITION ET D'ATTRIBUTION DES ÉLÉMENTS FIXES, VARIABLES ET EXCEPTIONNELS COMPOSANT LA REMUNÉRATION TOTALE ET LES AVANTAGES DE TOUTE NATURE ATTRIBUABLES À M. YVES DELHOMMEAU, DIRECTEUR GÉNÉRAL, POUR L'EXERCICE 2018/2019)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, approuve, en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à M. Yves Delhommeau, Directeur Général, pour l'exercice 2018/2019, tels que détaillés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la Société (Rapport financier annuel 2018 – Section III. Rapport sur le gouvernement d'entreprise – 3.4 Rémunération des mandataires sociaux – 3.4.1 Rapport sur les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux dirigeants mandataires sociaux).

HUITIÈME RÉOLUTION**(POUVOIRS EN VUE DES FORMALITÉS LIÉES AUX RÉSOLUTIONS ADOPTÉES À TITRE ORDINAIRE)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour l'accomplissement de toutes les formalités de publication ou de dépôt prescrites par la loi afférentes aux résolutions adoptées à titre ordinaire.

A TITRE EXTRAORDINAIRE**NEUVIÈME RÉOLUTION****(MODIFICATION DE L'ARTICLE 9 – CONSEIL D'ADMINISTRATION – DES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, décide de supprimer l'obligation pour les administrateurs de la Société de détenir une action de la Société et modifie en conséquence l'article 9 des statuts – Conseil d'administration comme suit :

ARTICLE 9 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois à dix-huit membres.

Deux tiers (2/3) au minimum des membres du Conseil d'administration doivent être âgés de moins de soixante-dix (70) ans.

Si ce seuil des deux tiers venait à être franchi à la baisse, un ou plusieurs membre(s) du Conseil d'administration, en partant du plus âgé et en nombre nécessaire au rétablissement du ratio des deux tiers, sera(en)t alors réputé(s) démissionnaire(s) d'office à l'issue de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire.

Ces dispositions s'appliquent également aux représentants permanents de toute personne morale nommée administrateur.

Les administrateurs sont nommés dans les conditions légales par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires pour une durée de quatre années prenant fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulée et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'administration peut procéder dans les conditions légales à des nominations à titre provisoire qui seront soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire.

A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé dans ces conditions en remplacement d'un autre demeure en fonction pendant le temps qui reste à courir du mandat de son prédécesseur.

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs censeurs choisis ou non parmi les actionnaires. Leur mission est fixée par le Conseil d'administration en conformité avec la loi et les statuts. Chacun des censeurs est nommé pour une durée fixée par le Conseil d'administration qui peut mettre fin aux dites fonctions à tout moment.

En contrepartie des services rendus, les censeurs peuvent recevoir une rémunération déterminée par le Conseil d'administration.

L'Assemblée générale des actionnaires peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence une somme fixe annuelle, que le Conseil d'administration répartit entre ses membres.

Le Conseil d'administration peut allouer des rémunérations exceptionnelles pour des missions ou mandats confiés à des administrateurs ou des censeurs.

Il peut autoriser le remboursement des frais et des dépenses engagés par les administrateurs ou censeurs dans l'intérêt de la société.

DIXIEME RÉOLUTION**(MODIFICATION DE L'ARTICLE 19 – COMMISSAIRES AUX COMPTES – DES STATUTS DE LA SOCIETE)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide, ainsi que le permet la nouvelle rédaction de l'article L. 823-1 du Code de commerce, de supprimer l'obligation pour la Société de nommer un Commissaire aux comptes suppléant et de modifier l'article 19 des statuts – Commissaires aux comptes comme suit :

ARTICLE 19 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

« Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et, s'il y a lieu, un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. »

Ils doivent être convoqués à toutes les Assemblées, ainsi qu'aux réunions du Conseil d'administration qui examinent ou arrêtent des comptes annuels ou intermédiaires, qu'il s'agisse de comptes sociaux ou consolidés. »

ONZIEME RÉOLUTION**(POUVOIRS EN VUE DES FORMALITES LIEES AUX RESOLUTIONS ADOPTEES A TITRE EXTRAORDINAIRE)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour l'accomplissement de toutes les formalités de publication ou de dépôt prescrites par la loi afférentes aux résolutions adoptées à titre extraordinaire.

I. Formalités préalables pour participer à l'Assemblée

Les actionnaires peuvent participer à cette Assemblée quel que soit le nombre d'actions dont ils sont propriétaires et leurs modalités de détention (au nominatif ou au porteur).

Il est justifié du droit de participer aux assemblées générales des sociétés par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application de l'article L. 228-1 du Code de Commerce, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le **1er mars 2019** à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par le mandataire de la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Pour les actionnaires au porteur, ce sont les intermédiaires habilités qui tiennent les comptes de titre au porteur qui justifient directement de la qualité d'actionnaire de leurs clients auprès du Centralisateur de l'Assemblée (**CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées – 14, rue Rouget de Lisle – 92862 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex 9**) par la production d'une attestation de participation délivrée, le cas échéant par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R. 225-61 du Code de Commerce.

II. Participation à l'Assemblée

L'actionnaire pourra participer à l'Assemblée soit en y assistant personnellement, soit en votant par correspondance, soit en s'y faisant représenter dans les conditions

décrites ci-dessous. Le formulaire unique de vote à distance ou par procuration ou de demande de carte d'admission (ci-après le « **Formulaire unique** ») permet de choisir entre ces différents modes de participation.

Le Formulaire unique est adressé automatiquement aux actionnaires au nominatif (pur ou administré) par courrier postal. Les actionnaires au porteur pourront obtenir le Formulaire unique :

- Auprès de l'intermédiaire financier qui assure la gestion de leurs titres ;
- Par lettre simple recommandée avec avis de réception à CACEIS Corporate Trust, cette demande ne pouvant être satisfaite que si elle est reçue par CACEIS Corporate Trust six jours au moins avant la date de l'Assemblée.

L'actionnaire souhaite participer personnellement à l'Assemblée :

L'actionnaire doit faire une demande de carte d'admission. Les actionnaires au nominatif devront faire la demande de carte en remplissant le Formulaire unique joint à la brochure de convocation (en cochant la case A), et en le retournant, à l'aide de l'enveloppe T fournie, à CACEIS Corporate Trust. Les actionnaires au porteur devront demander leur carte d'admission à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de leurs titres, qui transmettra la demande à CACEIS Corporate Trust. Cette dernière la fera parvenir à l'actionnaire par voie postale. Si l'actionnaire n'a pas reçu de carte d'admission 2 jours ouvrés avant la date de l'assemblée, soit le **1er mars 2019**, il devra demander à son intermédiaire financier de lui délivrer une attestation de participation qui lui permettra de justifier de sa qualité d'actionnaire à J-2 pour être admis à participer à l'assemblée.

L'actionnaire souhaite voter par correspondance ou donner pouvoir au Président de l'Assemblée : L'actionnaire au nominatif devra retourner le Formulaire unique dûment complété (en cochant soit la case « je vote par correspondance » soit la case « je donne pouvoir au Président de l'Assemblée Générale ») à CACEIS Corporate Trust. L'actionnaire au porteur devra retourner le Formulaire unique dûment complété à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de ses titres, qui le transmettra à CACEIS Corporate Trust accompagné d'une attestation de participation mentionnant le nombre de titres détenus.

L'actionnaire souhaite donner procuration à un tiers :

L'actionnaire pourra donner procuration à un autre actionnaire, à son conjoint, au partenaire avec lequel a été conclu un pacte civil de solidarité, ou à toute autre personne (physique ou morale) de son choix dans les conditions légales et réglementaires applicables (article L. 225-106 du Code de commerce). Les procurations doivent être écrites et signées, et doivent mentionner les nom, prénom et adresse de l'actionnaire ainsi que l'identifiant CACEIS Corporate Trust nominatif (figurant en haut à gauche du relevé de compte) pour les actionnaires au nominatif pur ou les références bancaires complètes pour les actionnaires au nominatif administré ou les actionnaires au porteur, ainsi que les noms, prénom et adresse de son mandataire. La révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa constitution.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du Code de Commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

- pour les actionnaires au nominatif : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, résultant d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec le formulaire de vote à distance, à l'adresse électronique suivante ct-mandataires-assemblees@caceis.com en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant CACEIS Corporate Trust pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte titres) ou leur identifiant auprès de leur intermédiaire financier pour les actionnaires au nominatif administré, ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué.

- pour les actionnaires au porteur : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique résultant d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec le formulaire de vote à distance, à l'adresse électronique suivante ct-mandataires-assemblees@caceis.com en précisant leur nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué, puis en demandant impérativement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte-titres d'envoyer une confirmation écrite (par courrier) à **CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées – 14, rue Rouget de Lisle – 92862 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex 9** (ou par fax au 01.49.08.05.82).

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de tenue de l'Assemblée générale, soit le **2 mars 2019**, pourront être prises en compte. Par ailleurs, seules pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée les notifications de désignation ou de révocation de mandats ; toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et / ou traitée.

Pour être pris en compte, le Formulaire unique, complété et signé, devra être réceptionné chez CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées – 14, rue Rouget de Lisle – 92862 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex 9 au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée, soit au plus tard le **2 mars 2019**.

Lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée, sauf disposition contraire des statuts.

L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le **1er mars 2019**, à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie le transfert de propriété à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

III. Demandes d'inscription de points ou de projets de résolution

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions légales en vigueur doivent être adressées au siège social de la Société à l'attention du Président du Conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et être réceptionnées au plus tard **vingt-cinq jours** avant la tenue de l'Assemblée générale, soit le **8 février 2019**. Ces demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte justifiant de la possession ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article R. 225-71 du Code de Commerce. La liste des points ajoutés à l'ordre du jour et le texte des projets de résolution seront publiés sur le site internet de la Société, <https://www.grevin-paris.com/informations-financieres>, conformément à l'article R. 225-73-1 du Code de Commerce. La demande doit être motivée. La demande d'inscription de projets de résolutions est accompagnée du texte des projets de résolutions et d'un bref exposé des motifs.

Il est en outre rappelé que l'examen par l'Assemblée générale des points à l'ordre du jour et des résolutions qui seront présentés est subordonné à la transmission par les intéressés, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit le **1er mars 2019** à 0 heure, heure de Paris, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable de leurs titres dans les mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

IV. Questions écrites

Les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la Société conformément aux articles L. 225-108 et R. 225-84 du Code de Commerce. Ces questions doivent être adressées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale, soit le 27 février 2019. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

V. Droit de communication

Conformément à la loi, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués à cette Assemblée seront mis à la disposition des actionnaires, dans les délais légaux, au siège social de **MUSÉE GRÉVIN** et sur le site internet de la Société <https://www.grevin-paris.com/informations-financieres>, ou transmis par CACEIS Corporate Trust sur simple demande adressée à cette dernière.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION